



## Front de luttes - avril 2012

***Ni austérité de droite  
Ni austérité de gauche,  
Aujourd'hui on dégage Sarkozy,  
Demain on dégagera Hollande !***

*« S'organiser et lutter pour un emploi stable avec des droits.  
Des mesures immédiates pour les chômeurs.  
Lutter pour une société sans chômage, sans exploitation, sans capitalistes.  
La réponse c'est le socialisme ».*  
(Déclaration commune des Partis communistes et ouvriers  
de Grèce (KKE), d'Espagne (PCPE), d'Irlande, de Lettonie, de Lituanie...).

L'URCF a mené campagne, par sa position de boycott au premier tour, contre la monarchie électorale instituée par la Vème République. Ce système élit, en orientant l'opinion publique par les sondages, un président de l'UMP ou du PS d'apparence toute puissante alors qu'il est en réalité la courroie de transmission du capital financier. Le bipolarisme conduit au partage du pouvoir en alternance au gouvernement et dans les régions. Maintenant, les médias cherchent à « positionner » l'opinion publique pour le duel Sarkozy/Hollande alors que les deux candidats ont le même positionnement en faveur du Capital, de l'Union européenne, des guerres de l'impérialisme français (Afghanistan, Libye et demain peut-être, la Syrie). Ce sont ces deux partis qui ont conduit le camp du OUI au référendum sur le TCE (Traité constitutionnel européen) les mêmes qui ont voté au seul Parlement du Traité de Lisbonne.

### **Colère et mécontentement**

Parlons tout d'abord de la forme dévoyée et liberticide exprimée par la partie populaire du vote FN. Une partie des travailleurs a considéré que la source des maux quotidiens et durables a son origine dans l'immigration et se reconnaît dans la diffusion du racisme. Sarkozy comme président porte une lourde responsabilité par son recours au chauvinisme pour capter des voix au FN. Des électeurs ont préféré l'original à la copie. La campagne montre que l'on ne fait pas reculer la réaction fascisante par les seules imprécations contre Marine Le Pen. Pour arracher les couches populaires au FN ; il faut montrer que l'origine du mal vivre et des difficultés se trouve dans le système capitaliste y compris pour l'insécurité avec les divers trafics de morts : montrer que la classe ouvrière, immigrée et française a besoin de son unité de classe pour vaincre le Capital. Le vote Front de Gauche a exprimé une colère saine contre certaines conséquences du capitalisme mais nous regrettons que la ligne de ce mouvement se situe dans le cadre de l'aménagement du capitalisme, dans le cadre des institutions de l'Union européenne.

### **Pour un langage de vérité**

Sarkozy on connaît. Tous les travailleurs mesurent l'ampleur des mauvais coups portés à la majorité de la population. Nous nous félicitons qu'il ait été désavoué par 4 électeurs sur 5 (y compris les abstentionnistes). Mais le caractère bipolaire de l'élection présidentielle conduit à un changement d'homme et d'équipe pas à un changement de politique de classe.

Aux affaires, le PS a toujours trahi les espérances populaires : politique d'austérité dès 1982, politique néolibérale du gouvernement de « gauche plurielle » de Jospin avec le PCF et J. Luc Mélenchon (1997-2002). Ce gouvernement a battu le record des privatisations (210 milliards de francs), a avalisé avec Chirac la déclaration du sommet de Lisbonne sur l'aggravation de l'austérité et le recul de l'âge de départ en retraite. Voulant rassurer la City (Bourse de Londres), dernièrement durant la campagne du 1er tour, Hollande faisait la déclaration suivante : « *Mitterrand a nommé des communistes au gouvernement. Aujourd'hui, il n'y a pas de communistes en France ... la gauche a gouverné pendant 15 ans pendant lesquels elle a libéralisé l'économie et ouvert les marchés à la finance et à la privatisation. Il n'y a pas de crainte à avoir* ». Devant le tollé du Front de Gauche, Hollande a dû préciser parlant du PCF « *avant ils représentaient 20 à 22 %, aujourd'hui, il y en a 10 %, ça a changé sensiblement* ». Le message est clair, Hollande poursuivra la politique visant à satisfaire les marchés financiers et l'union impérialiste (l'UE). Comme en Grèce et l'Espagne, la crise qui n'est pas seulement financière mais celle du mode de production capitaliste, va se rappeler à nous après le 6 mai. Le PS constitue l'alternance dans le cadre de la gestion capitaliste à Sarkozy, nullement une alternative populaire, un véritable changement progressiste.

### **Les luttes, seule voie pour satisfaire les revendications**

Quel que soit le président élu, les travailleurs seront confrontés à une même politique d'austérité. Les rassemblements, actions politiques, grèves y compris générales, seront nécessaires pour satisfaire nos revendications (SMIC à 1 700 euros, retraite à 60 ans, hausse des salaires et pensions ...). **Les communistes révolutionnaires et les travailleurs doivent renouer avec une vieille tradition du mouvement ouvrier : chasser du pouvoir les gouvernements antisociaux et antipopulaires dans la perspective du renversement du capitalisme.** Au nom du million de chômeurs supplémentaires, des 500 000 salariés qui ont perdu leur emploi industriel, des 8 millions de pauvres, il faut sanctionner et déloger Sarkozy aujourd'hui.

**Dès le 6 mai, si Hollande est élu, l'URCF sera dans l'opposition révolutionnaire et anticapitaliste au pouvoir social-démocrate dans la lutte pour la révolution socialiste, l'établissement du pouvoir ouvrier et du socialisme.**

**Ni austérité de droite ni austérité de gauche,  
Aujourd'hui on dégage Sarkozy, demain on dégagera Hollande !**

# Luttes pour les salaires

**La revendication centrale et unifiante** soutenue par l'URCF est d'exiger le SMIC à 1650 euros nets, l'augmentation générale des salaires et des pensions de 300 euros nets mensuels. A chaque militant et travailleur de faire grandir cette double exigence dans sa section syndicale et dans sa confédération. La question des salaires est un des axes centraux des luttes dans lesquelles s'impliquent les militants de l'URCF. La revendication d'une augmentation de 300 euros pour tous, est popularisée par le mouvement ouvrier et repris par de nombreux ouvriers en lutte, en particulier dans le secteur privé.

**Alors que les grands PDG s'octroient des salaires et des indemnités de départ inimaginables** supérieurs à plusieurs millions d'euros, que les profits des entreprises du Cac 40 ont encore doublé en 2010, les salaires sont loin de rattraper les hausses du coût de la vie liées précisément à l'augmentation des profits et aux conséquences du passage à la monnaie unique. Les prix de l'énergie s'envolent, la privatisation d'EDF-GDF devant induire des hausses beaucoup plus élevées afin de rémunérer les actionnaires ; ceux des loyers, pour lesquels les familles consacrent souvent la moitié de leurs revenus, ont augmenté d'environ 4% par an alors que 5 Millions de personnes sont officiellement mal logés ou sans toit.

**Un salarié sur six est payé au smic**, tandis que de nombreux travailleurs jeunes, stagiaires, à temps partiel, vivent avec à peine 600 euros par mois, un jeune sur 2 étant soit au chômage soit en CDD. La baisse du pouvoir d'achat depuis 2000 est estimée à plus de 10%..

Bien entendu, la faiblesse des salaires entraîne une insuffisance des prestations sociales (salaires indirects), une baisse du pouvoir d'achat des retraités et des privés d'emploi, toujours plus nombreux.

**Les travailleurs doivent unifier les luttes pour augmenter la part des salaires dans la richesse qu'ils créent.**

L'URCF revendique le smic à 1650 euros net, l'augmentation de 300 euros pour tous, tout en liant la lutte pour les revendications immédiates, indispensable et incontournable, à la dénonciation générale des fondements du capitalisme jusqu'à son renversement.

**Sous le socialisme, la plus-value produite servira directement à satisfaire les besoins sociaux (y compris par la hausse des rémunérations) et à développer l'économie planifiée démocratiquement au service des travailleurs collectivement propriétaires des machines, usines, banques et terres.**

## Tisséo (transports publics, Toulouse).

Aucun bus ne circulait lundi 02 avril à Toulouse suite au blocage des dépôts à l'appel de plusieurs syndicats pour des augmentations de salaire.

Les syndicats CFDT, CGT, FO et Sud ont déposé un préavis de grève de 24 heures reconductible pour dénoncer le blocage des négociations annuelles obligatoires sur des questions de compensation de l'inflation.

Des piquets de grève ont été installés devant les deux dépôts d'autobus du réseau toulousain de transports publics Tisséo à partir de 05H00.

La direction a proposé aux syndicats 1,6% d'augmentation salariale pour 2012, mais a plafonné à 2% la clause de sauvegarde qui permet de compenser l'inflation, contrairement à ce qui était pratiqué depuis l'entrée en vigueur de ce système en 2008; la compensation de l'inflation était alors intégrale.

Le patron directeur général de Tisséo dit que l'entreprise est arrivée quasiment au bout des propositions qu'elle peut faire dans un "contexte économique difficile" ... sauf pour la rémunération des dirigeants et cadres...

Le taux de grévistes était de 75 à 80%.

Tisséo emploie 2.600 personnes.

03 avril : les deux dépôts de bus de Toulouse étaient bloqués mardi depuis 5h00 pour la deuxième journée consécutive. Le dépôt de la ligne de tramway reliant la banlieue nord-ouest au centre a aussi été bloqué jusqu'à 08h00.

"La porte reste ouverte mais pas pour ouvrir de nouvelles négociations", assure-t-on mardi à la direction patronale.

"Pourquoi faire alors ?", rétorque le délégué de Sud. "Si c'est comme cela, on va dans le mur. Il n'y aura pas de transport de toute la semaine", ajoute-t-il.

4 avril : troisième jour consécutif de blocage des dépôts de bus et du tramway.

Les deux dépôts de bus de Toulouse ont été de nouveau bloqués mercredi à partir de 05h00, ainsi que le dépôt de la ligne de tramway reliant la banlieue nord-ouest au centre-ville, et tout restait bloqué en milieu d'après-midi.

L'intersyndicale a annoncé mercredi dans un communiqué qu'elle "prend les devants pour qu'une solution rapide soit trouvée". Elle "s'interroge sur la passivité de la direction et exige la tenue immédiate d'une réunion".

Peu avant 16 heures, les syndicats ont reçu une invitation à une réunion pour jeudi. Le délégué du syndicat Sud, a souligné que *"toute nouvelle proposition serait soumise aux salariés des piquets de grève"*.

La direction de Tisséo a contesté les piquets en soulignant que *"les blocages de dépôts sont illégaux et ne sont pas acceptables"*.

6 avril : les agents du réseau de transports publics de Toulouse, qui bloquent la circulation des bus et tramways depuis lundi, ont décidé de suspendre le mouvement pendant les vacances scolaires de la région (7 au 22 avril), a-t-on appris vendredi de source syndicale.

*"On a décidé de suspendre le mouvement pendant les deux semaines des vacances de Pâques, mais on reprendra le conflit de plus belle dès la rentrée, le 23 avril, s'il n'y a pas de vraies négociations d'ici là"*, a déclaré un responsable syndical.

### **Kéolis (transport, Essonne).**

Le 4 avril, les bus de Tice-Transevry, filiale de Kéolis ont été immobilisés au dépôt de Bondoufle (Essonne) par les grévistes de la STA qui étaient en grève depuis le 27 mars pour peser sur la NAO. Ils ont reçu le soutien des travailleurs de Tice et de leurs syndicats. La direction patronale a saisi le TGI d'Evry pour obtenir de la justice bourgeoise la levée des piquets. Les salariés ont manifesté devant le palais de justice. Le 12, ce sont les travailleurs de Kéolis à Bordeaux qui étaient en grève, exigeant des moyens contre l'insécurité. La direction privilégie en effet les opérations de contrôle des titres de transport pour faire du chiffre au détriment des conditions de travail des conducteurs.

*"On nous a proposé hier (mardi, ndlr) 1,5% d'augmentation, nous voulons l'inflation, c'est-à-dire 2,5%"*, a dit un délégué syndical CGT chez STA.

90% des salariés de la société sont en grève.

*"On les soutient à 100%, on a passé la nuit avec eux. On les félicite beaucoup pour ce qu'ils ont fait"*, a réagi un délégué syndical SUD chez Tice.

### **Agence régionale de Santé (ARS) de Mayotte.**

Les agents de l'Agence régionale de Santé (ARS) de Mayotte, en grève depuis deux mois, reprennent le travail le mardi 03 après avoir obtenu des compensations qui portent leurs salaires au niveau de ceux pratiqués dans la fonction publique.

Les travailleurs de l'antenne mahoraise de l'ARS ont procédé lundi à un nettoyage général de leurs bureaux et autres locaux pour une reprise du travail.

L'accord de fin de conflit, signé entre la CGT de cette administration de santé et l'ARS Océan indien, porte notamment sur leur principale revendication d'alignement sur la fonction publique.

*"Nous avons réussi à avoir une compensation financière pour que les agents qui étaient dans un « corps transitoire » puissent avoir un salaire indiciaire équivalent au niveau 1 d'une catégorie de droit commun"*, a déclaré le secrétaire général de la CGTMA ARS.

Ce niveau de rémunération est "une demi-victoire" et *"c'est pourquoi nous avons décidé d'arrêter la grève"*, a-t-il expliqué. En effet, *« cette compensation (en primes) ne vaut pas sortie du "corps transitoire". »*

Les grévistes déclarent avoir obtenu aussi les congés bonifiés, la future intégration des agents actuellement en contrat partiel, ainsi que la possibilité de révision des acquis et expériences pour revaloriser les agents dans leur classement.

Des mesures sont prévues également pour accompagner des agents dans l'évolution de leur carrière.

Un nouveau DRH va être recruté à Mayotte pour s'occuper de cet accompagnement de proximité.

Les grévistes se sont dits *"déterminés à continuer de se battre pour l'indexation des salaires"*.

L'ARS intervient notamment dans les opérations d'éradication de gîtes larvaires (paludisme, etc).

### **Lille (Transport en commun).**

À Lille, les salariés de Transpole (transports en commun) se sont mis en grève le 16 avril pour les salaires et ont bloqué trois dépôts. Les bus et trams étaient à l'arrêt. Le métro était également perturbé. Le mouvement a été reconduit le lendemain. La direction a concédé diverses augmentations, dont 100 euros sur la prime de vacances.

### **"Le Dauphiné Libéré" (Livre).**

Le 24, les travailleurs fabriquant le journal *"Le Dauphiné Libéré"* ont empêché la parution dans le cadre d'un mouvement de grève pour une augmentation d'une prime annuelle.

# Luttes pour l'emploi et les conditions de travail

***Le mot d'ordre URCF immédiat de nationalisation sans indemnités des monopoles et entreprises casseurs d'emploi doit devenir le bien commun du mouvement populaire ; mot d'ordre qui nécessitera des luttes de classes de grande ampleur qui poseront la question du bris de l'Etat bourgeois. L'urgence du moment est de sauver nos emplois par la lutte. Autour de chaque usine, entreprise, service public fermés, formons des comités populaires de luttes locaux avec tous ceux qui pâtiront de la perte d'activité, forgeons les solidarités de classe décisives qui créeront un rapport de force supérieur obligeant le capital à céder sur nos revendications.***

- ***Pour sauver nos emplois, nos axes de luttes sont :***
- ***Plan national de luttes contre le chômage.***
- ***Interdiction des licenciements.***
- ***Suppression des CDD par la généralisation des emplois en CDI.***
- ***Les revenus des privés d'emplois (« chômeurs ») devront être revalorisés, avant l'interdiction des licenciements, il est nécessaire que les indemnités en cas de licenciements se montent à 90 % du salaire.***
- ***Nationalisation sans indemnités des entreprises casseuses d'emploi avec contrôle ouvrier et création de vastes pôles de services publics (banques et crédit, logement, santé, Energie, transport, agro-alimentaire, Education,-Recherche-Culture-Communication-Poste).***

## **Transport aérien (France).**

Lundi 02 avril : premier jour d'une grève dans le contrôle aérien contre une réforme de la navigation avec suppression d'emplois et importante restructuration du service en province, qui a entraîné la fermeture de plusieurs aéroports. Des retards de plusieurs heures étaient enregistrés dans la matinée en région, alors que des dizaines de vols avaient été annulés dès ce week-end en prévision de la grève, la Direction générale de l'aviation civile (DGAC) ayant notamment demandé vendredi aux compagnies aériennes de supprimer 20% de leurs vols lundi et mardi au départ ou à l'arrivée d'Orly.

La lutte a aussi conduit à la fermeture des aéroports de Pau, Béziers (Hérault), Rouen, Avignon, Le Bourget (Seine-Saint-Denis) où les services des contrôles aériens sont fermés.

La moitié des 30 services de contrôle d'approche sont menacés, soit un risque direct pour des dizaines d'emplois dans les services de contrôle, de maintenance technique, et administratifs. Les approches sont l'un des trois niveaux de contrôle aérien, avec les tours de contrôle en France (plus de 80), et les cinq centres régionaux de contrôle en vol en métropole.

En cas de grève, les contrôleurs aériens ont une obligation de service minimum, et des réquisitions sont possibles. Le service minimum est applicable dans 17 aéroports, dont Toulouse, Bâle-Mulhouse, Ajaccio, Bordeaux, Orly et Roissy.

03 avril : les syndicats dénoncent la suppression de 200 postes par an depuis trois ans dans le cadre de la Révision générale des politiques publiques (RGPP), qui se traduit par le non-renouvellement d'un fonctionnaire partant à la retraite sur deux (mais encore plus d'un sur deux dans les catégories des petits employés, alors que les postes de cadres et autres chefs sont préservés ou en augmentation !...).

4 avril : la CGT, la CFDT et l'UNSA de l'aviation civile ont appelé les personnels à la grève lundi et mardi et les préavis couraient jusqu'à mercredi matin afin de s'opposer à un plan de restructuration des services de contrôle aérien de province, qui impliquerait à terme une diminution des effectifs.

Le mouvement de grève a entraîné de nombreuses perturbations dans le ciel des aéroports de province et à Orly, où 240 vols sur 675 ont été supprimés mardi et où les avions au départ comme à l'arrivée ont parfois accusé des retards supérieurs à deux heures.

## **Transport aérien (Lille).**

Le 12 avril, les contrôleurs aériens de l'aéroport de Lille ont lancé une grève pour revendiquer des effectifs supplémentaires.

Vingt-sept vols Air France avaient été annulés dès mercredi soir en prévision de ce mouvement de grève.

C'est le troisième mouvement de grève des contrôleurs aériens lillois après ceux des 17 et 18 janvier et du 22 mars. À ces occasions, le trafic avait été totalement paralysé.

Les grévistes réclament des effectifs supplémentaires afin d'assurer la marche d'un second lieu de travail, une salle de contrôle radar au pied de la tour, érigée afin de faire face à l'augmentation du trafic aérien.

Selon l'USAC-CGT, "cette réorganisation nécessite l'embauche de contrôleurs et ingénieurs électroniciens supplémentaires qui nous est refusée à la hauteur des besoins".

**L'URCF est solidaire de ces travailleurs du transport aérien (comme ferroviaire et maritime) et urbain (voir plus haut), qui doivent s'organiser aussi dans des comités larges usagers/travailleurs de défense d'un transport de qualité. Dans le domaine des transports, l'URCF avance comme axe de lutte la création d'un vaste Pôle de service public Transport. Ce pôle devra redéfinir ses missions afin de combattre la dégradation des services liées à la rentabilité financière. Le pôle public de transport permettra la coordination et la complémentarité des lignes de divers transports et de leurs horaires afin d'améliorer la qualité des déplacements urbains, nationaux et de développer le transport commun des marchandises.**

### **E.ON France (énergie).**

Quelque 400 salariés d'E.ON France, troisième producteur d'électricité français, ont manifesté mardi 03 avril à Paris contre la fermeture de cinq unités à charbon et le licenciement de plus de 500 emplois.

À l'appel de la CGT, CGC, FO et CFTC, les manifestants se sont rassemblés devant le siège de la filiale française du numéro un de l'énergie allemand, E.ON Energie AG, au moment où se tenait un comité central d'entreprise.

Une partie des travailleurs a alors envahi le CCE et exigé du PDG d'E.ON France qu'il appelle la maison mère pour lui demander de retirer son plan de licenciements.

En juin dernier, la direction française du groupe a annoncé aux 832 salariés français que cinq de ses unités de production d'électricité à charbon, les plus anciennes en France, ne pourraient pas être maintenues en activité, supprimant 535 emplois à partir de 2013.

Il s'agit des centrales de Saint-Avold (Moselle), de Gardanne-Meyreuil (Bouches-du-Rhône), de Hornaing (Nord) et Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire).

Le dimanche, la direction allemande du groupe a indiqué avoir reçu une "manifestation d'intérêt" pour une partie de ses centrales à charbon de la part de Sparkling Capital, PME basée à Paris et Hong Kong !

***Nationalisation sans indemnités des monopoles casseurs d'emplois !***

### **Technicolor (ex-Thomson, électronique)**

Plusieurs centaines de salariés de Technicolor (ex-Thomson) ont manifesté mardi 03 avril contre les menaces qui pèsent sur près de 1.100 emplois et pour réclamer l'intervention de l'État face aux risques de démantèlement du groupe.

600 manifestants ont répondu à l'appel commun de la CFDT, CFE-CGC, CGT, UNSA et SUD et défilé autour du siège du groupe à Issy-les-Moulineaux, près de Paris.

"On était 60.000 chez Thomson en 2003 et nous ne sommes plus que 17.000 aujourd'hui ! On pense que l'on va vers le démantèlement du groupe", a dit un responsable syndical UNSA.

Une délégation de l'intersyndicale a été reçue par la direction patronale qui a accepté la tenue prochaine d'un comité de groupe extraordinaire.

Le groupe avait déjà annoncé en décembre un plan de suppression de 600 postes dans le monde, dont 125 en France. Mais aujourd'hui, pour les syndicats, ce sont plus de 1.100 postes qui sont menacés : 350 à Angers, 330 à Saint-Cloud, 70 à Issy-les-Moulineaux, 44 à Rennes, ainsi que 300 intermittents du spectacle à Saint-Cloud et 28 prestataires à Rennes. Dernier site de production du groupe en Europe, l'usine d'Angers, qui produit des décodeurs, et emploie 350 personnes, est menacée, la direction cherchant à s'en défaire d'ici à juillet.

À la mi-mars, Technicolor a annoncé qu'il allait céder au suédois Ericsson sa branche de services de régies audiovisuelles, de supports de production en direct et de gestion de contenus pour un montant de 19 millions d'euros. 630 emplois sont concernés, dont 300 intermittents.

Quant au site d'Angers, "il suffirait par exemple que France Télécom (client de Technicolor) décide de faire produire son nouveau décodeur en France, et non en Asie, pour que le site soit sauvé", explique un responsable syndical.

Premier fabricant français de téléviseurs dans les années 1990, la société, qui compte 17.000 salariés dans le monde, a changé complètement de profil, en se recentrant sur les services créateurs de contenu, c'est-à-dire les studios de cinéma et télévision, autour de la marque Technicolor rachetée fin 2000. En 1995, Alain Juppé, alors Premier ministre, avait souhaité vendre Thomson Multimédia, à l'époque entreprise publique croulant sous les dettes, au groupe Daewoo, au prix de un franc symbolique.

Le 02 mai, entre 200 et 250 salariés de l'usine Technicolor d'Angers ont fait grève en soutien aux représentants syndicaux du groupe reçus à Paris en fin d'après-midi par le ministre de l'Industrie Eric Besson.

"Nous cherchons aujourd'hui des moyens pour faire la jonction entre l'arrêt de l'activité de Technicolor et la mise en œuvre de ces projets", a dit le mandataire social de l'entreprise. Il a reconnu qu'une procédure de redressement judiciaire serait sans doute nécessaire pour faciliter la reprise des contrats de travail des salariés.

"Une partie des salariés continue de croire que le maintien sur place d'une production de décodeurs est possible, mais c'est une erreur", a précisé le mandataire « social » de l'entreprise !

***En France, dans le domaine des composants électroniques et électriques, la bourgeoisie a fait le choix de délocaliser à l'étranger pour réaliser le profit maximum là où la main d'œuvre est à bas prix : 100% des composants électroniques de l'industrie française sont produits à l'étranger et 90% des équipements électriques. Seule la lutte pour la révolution socialiste, l'établissement du pouvoir ouvrier et une planification économique socialiste nous permettra de produire ce dont nous avons besoin.***

### **Éducation.**

Écoles occupées, lycées bloqués, grèves : les actions locales se multiplient en Ile-de-France et les enseignants de l'académie de Créteil devaient manifester jeudi 05 avril devant le rectorat contre des suppressions de postes.

Les syndicats FSU, Fncf-FP-FO, SE-UNSA, SUD Education, Sgen-CFDT appellent à un rassemblement à 15H00, après s'être opposés unanimement le 26 mars aux réductions d'effectifs.

Enseignants, conseillers principaux d'éducation, conseillers d'orientation psychologues, administratifs, infirmiers, assistants sociaux : ce sont 460 postes qui doivent être coupés sur l'académie, qui regroupe la Seine-Saint-Denis, le Val-de-Marne et la Seine-et-Marne, malgré un nombre d'élèves stable.

"On ne peut pas assurer la rentrée. C'est une catastrophe, on va avoir des classes très chargées", tempête une secrétaire académique du syndicat.

Plusieurs dizaines de milliers d'enseignants avaient défilé le 31 janvier à Paris contre les 14.000 suppressions de postes prévues en France à la rentrée 2012 (dont 6.550 postes d'enseignants dans le secondaire et 5.700 dans le primaire).

Entre 2007 et 2012, quelque 80.000 postes auront disparu en France.

Depuis, les actions se multiplient localement, menées par les professeurs, les parents. Samedi dernier, ils étaient une centaine de personnes dans les rues de Sevrans, environ 150 devant la mairie de Colombes (Hauts-de-Seine), 400 à Massy (Essonne).

Jeudi, les parents de Sevrans (Seine-Saint-Denis) n'ont pas envoyé leurs enfants au collège, comme l'avaient fait ceux de Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne) le 3 avril.

Dans le secondaire, le mouvement touche surtout les lycées professionnels, où la réforme du Bac professionnel se traduit par un raccourcissement du cursus de quatre à trois ans, mais aussi des suppressions ou regroupements de filières.

À Evry, les lycées professionnels Baudelaire et Perret sont occupés en alternance tous les soirs jusqu'à 23H00 depuis plus d'un mois par une trentaine d'enseignants et parents. Dans ces établissements en zones sensibles, une quinzaine de postes vont disparaître.

Toujours dans l'Essonne, à Massy, les enseignants du lycée professionnel Eiffel sont en grève reconductible depuis le retour des vacances d'hiver.

"On prend là où on avait mis plus de moyens. Ce sont les zones défavorisées qui sont les plus touchées, parce qu'on avait déjà coupé ailleurs", estime un responsable syndical CGT. "On a des classes à 34, les collègues sont sur les rotules", ajoute-t-il.

Du côté des écoles primaires, on s'inquiète des disparitions de postes spécialisés dans l'encadrement et le soutien des élèves en difficulté, notamment les RASED.

Enseignants et parents ont organisé une "soirée des écoles à Paris" après une "nuit des écoles" la semaine précédente dans trois établissements de Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne).

Pour autant, un syndicaliste a fait part de la "difficulté à mobiliser", avant le week-end de Pâques et surtout à l'approche de l'élection présidentielle: "Tout le monde sait que le gouvernement va changer dans quelques semaines, donc c'est une période difficile pour mobiliser", a-t-il dit.

La fédération de parents d'élèves FCPE a appelé à une nouvelle manifestation le 11 avril devant le rectorat de l'académie de Versailles (Yvelines, Hauts-de-Seine, Essonne et Val-d'Oise). Un rassemblement d'enseignants et parents était prévu le même jour à Melun.

### **Florange (métallurgie).**

À Florange, les métallurgistes de l'aciérie ArcelorMittal ont bloqué à nouveau l'accès aux bâtiments administratifs le 11 avril. Les délégués interpellent les travailleurs pour s'opposer à la fermeture avant qu'il ne soit trop tard. La direction a obtenu du tribunal de grande instance de Thionville une interdiction de manifester devant les entrées de l'usine. La CFDT a fait appel.

### **Pôle emploi (PACA).**

Ce même jour, les salariés de Pôle emploi de la région Provence Alpes Côte d'Azur étaient appelés à faire grève pour obtenir la titularisation des quelque 350 employés en contrat temporaire. Ces travailleurs précaires sont remplacés à la fin de leur contrat par de nouveaux CDD, alors que le personnel est en nombre insuffisant.

## **INSEE (Lille).**

Le 16 avril, les agents de de l'INSEE de Lille en grève ont réclamé au nouveau directeur Jean-Luc Tavernier "des effectifs et des travaux". La grève des enquêteurs continue pour obtenir des augmentations de salaire. Les quelque 1000 enquêteurs sont payés à la tâche pour un salaire moyen de 850 euros par mois. Un projet de changement de statut suscite la préoccupation des agents. J-L. Tavernier, proche de Sarkozy, a été directeur de cabinet de Woerth (Budget) de 2007 à 2009, directeur au ministère de l'économie et des finances, administrateur de France Telecom. De 2005 à 2006, il a fait partie du groupe dit "collège des dix" chargé de préparer le programme économique du candidat Sarkozy.

***La crise générale du capitalisme confirme pleinement les enseignements du marxisme-léninisme. Ce mode de production, plus que jamais pourrissant et parasitaire, s'avère incapable de satisfaire les besoins même élémentaires de l'humanité ; il doit être détruit par une révolution qui permette de continuer le progrès social, de conquérir une démocratie véritablement populaire et d'assurer ainsi les libertés démocratiques. Seul le socialisme est la réponse d'avenir à la barbarie capitaliste, à sa gabegie mondiale.***

***Mais il y a loin de la nécessité à la réalité.***

***La destruction du PCF comme parti ouvrier, réellement communiste et révolutionnaire, par l'opportunisme et le révisionnisme soutenus par le Capital, celle de la CGT comme centrale nationale de lutte de classes, continuent d'opérer leurs méfaits, alors que la reconstruction de ces mêmes organisations retarde sur les besoins objectifs.***

***En analysant les luttes actuelles, on mesure combien, sans organisations révolutionnaires politique et syndicale, l'hétérogénéité du mouvement ouvrier et gréviste est grande, combien le recours amplifié aux solutions individuelles et l'absence de revendications centrales unifiantes conduisent à l'éclatement de luttes isolées (et maintenues dans l'isolement par les bureaucraties d'aménagement du capitalisme).***

***Luttes isolées qui peuvent difficilement être victorieuses.***

***Notre solidarité communiste doit s'exercer à l'égard de ces travailleurs, laissés à leur propre lutte, qui font preuve d'une courageuse combativité à l'heure où les directions confédérales prônent la résignation et la soumission à l'«ordre social» existant sur le mode « pas de politique ! ».***

L'URCF salue aussi toutes les luttes de classes dans les entreprises et ailleurs : salariés d'Elengy, filiale pour les terminaux méthaniers de GDF Suez, actuellement en grève pour des revalorisations salariales (Bouches-du-Rhône)...

**Ce n'est qu'un début, continuons le combat, sur tout le territoire, auto-organisons-nous en comités de lutte, dans l'unité, construisons un front d'alternative populaire anticapitaliste !**

**Retrouvez sur notre site internet, notre programme de lutte et de Révolution sous le thème : « Le socialisme : seule alternative au capitalisme ».**

**Rejoignez le combat des communistes-révolutionnaires !**

**Construisons le parti communiste, ouvrier et marxiste-léniniste dont nous avons tant besoin !**

03 mai 2012 - Commission ouvrière et d'entreprises de l'URCF -